



*Paris, le 29 mai 2026*

COMMUNIQUE DE PRESSE

## **Avec la division par huit des dotations de l'Etat à l'apprentissage, le Gouvernement sacrifie la jeunesse et la formation**

Les Régions ont appris avec sidération que les dotations affectées à l'apprentissage pour l'année 2026, après avoir été annoncées dans un premier temps avec une diminution de 50%, seront en réalité réduites de 88% entre 2025 et 2026.

Concrètement, les enveloppes versées aux Régions au titre de l'investissement et du fonctionnement passent de 268 M€ en 2025 à 33 M€ dès 2026. Cette décision brutale et unilatérale de l'État qui vient d'être annoncée aux Régions par les cabinets du ministre du Travail et de la ministre déléguée chargée de l'Apprentissage met en très grande difficulté les CFA de nos territoires. C'est un très grand nombre de formations qui seront condamnées à la fermeture et l'existence de nombreux CFA qui est ainsi remise en cause.

Par cette décision du Gouvernement, il est clair que les Régions sont condamnées à ne plus pouvoir soutenir le fonctionnement et les projets d'investissement des CFA en 2026. Les conséquences seront particulièrement dramatiques pour les formations qui comptaient sur les financements sur lesquels l'Etat s'était engagé en loi de finances. Les formations dispensées dans les territoires ruraux ou les quartiers, les formations aux métiers rares, aux métiers de l'artisanat ou en tension vont se trouver particulièrement fragilisées.

Outre la méthode, le Gouvernement ne prenant pas la peine d'en informer la présidente de Régions de France, cette décision vient s'ajouter aux mesures de restrictions budgétaires déjà prises qui impactaient fortement les CFA, mais aussi aux baisses de dotations drastiques entérinées par l'État aux dépens des Régions (soit une baisse de 1,6 milliard d'euros en seulement deux ans). Il y a urgence à revenir sur cette décision qui signifierait la mort de nombreux CFA sur leurs territoires. Les Régions se mobiliseront par tous les moyens, y compris juridiques, pour faire valoir les attentes légitimes des acteurs de l'apprentissage.



C'est pourquoi les Régions demandent instamment au Premier ministre une réunion en urgence pour faire cesser ce matraquage budgétaire permanent contre les territoires et contre les Français dont les enfants vont être les premières victimes de ces décisions arbitraires qui déstabilisent profondément les missions que les présidentes et présidents de Régions portent pour la croissance durable du pays et la consolidation de notre République.

Pour Carole DELGA, Présidente de Régions de France, Présidente de la Région Occitanie et François BONNEAU, Président de la Commission Éducation, Orientation, Formation et Emploi de Régions de France, Président de la Région Centre-Val de Loire : « *Le Gouvernement fait à nouveau le choix totalement irresponsable de sacrifier la jeunesse et la formation. Cette décision absurde, dont les Régions sont également les victimes, va à l'encontre des besoins des apprentis et des entreprises, alors que la croissance ralentit, que le chômage augmente et qu'il nous faut renforcer l'investissement dans les compétences. Le redressement de France, par la production et les Régions, ne peut se passer d'un secteur de l'apprentissage vigoureux et correctement financé.* »

**Contact presse :**

Violaine Hacke

Tél : 06 28 47 53 55

Mail : [vhacke@regions-france.org](mailto:vhacke@regions-france.org)